

DANS L'ACTUALITE du 11 au 17 juillet 2014

Textes officiels

JORF n° 0159 du 11 juillet 2014

Mise en accessibilité des établissements recevant du public

[Loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées](#)

Les candidats à l'attribution d'un marché public doivent pouvoir produire une attestation d'assurance décennale sur demande de l'acheteur

[Loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale](#)

Nature juridique de la dénomination « Agence foncière et technique de la région parisienne »

[Décision n° 2014-250 L du 9 juillet 2014](#)

Projet de loi

Collectivités territoriales : délimitation des régions et calendrier électoral

[Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, n° 635, déposé le 18 juin 2014 et renvoyé à une commission spéciale délimitation des régions, élections régionales et départementales et calendrier électoral](#)

Le Jeudi 17 juillet à 9h30, 15h et 21h30, l'Assemblée poursuit l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

Jurisprudence

Pouvoir de gestion des fréquences radioélectriques sur le domaine public

[CE 9 juillet 2014 société Bouygues Télécom, req. n° 367376](#)

Nouvelles précisions sur le recours contre la résiliation irrégulière d'un marché public

[CE 4 juillet 2014 communauté d'agglomération Saint-Etienne Métropole, req. n° 374032](#)

Annulation d'un marché public contenant des prestations juridiques, dont l'attributaire était une société de consultant dépourvue d'habilitation à exercer le droit

[TA Grenoble 20 juin 2014 Ordre des avocats du Barreau de Paris, req. n° 1203893](#)

Le juge judiciaire bénéficie d'une compétence exclusive pour connaître de l'action tirée de la méconnaissance, par une personne publique, de droits de propriété littéraire et artistique, même si un marché public est en cause

[TC 7 juillet 2014, req. n° 3954](#)

[TC 7 juillet 2014, req. n° 3955](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Nouveau GEM-OTM : guide d'harmonisation des clauses techniques contractuelles relatives aux documents, concernant le management de la qualité et le respect de l'environnement, à fournir par le titulaire d'un marché de travaux

[Le guide d'harmonisation des clauses techniques contractuelles relatives aux documents concernant, le management de la qualité et le respect de l'environnement s'adresse aux rédacteurs de marchés publics de travaux ainsi qu'aux rédacteurs de fascicules du CCTG de travaux de génie civil.](#)

Source : DAJ du 16/08/2014

Dématérialisation des marchés publics : nouvelle version du référentiel général de sécurité

[Un arrêté du 13 juin 2014 adopte la version 2.0 du RGS, référentiel auquel les certificats de signature utilisés lors de la passation de marchés publics doivent être conformes.](#)

Source : le Moniteur du 16/07/2014

PPP : un rapport sénatorial veut sauver l'architecture et les PME

[Les sénateurs Hugues Portelli et Jean-Pierre Sueur recommandent, dans un rapport d'information présenté le 16 juillet, d'exclure l'architecture du champ des contrats de partenariat. Ils préconisent également de réserver une part minimale de l'exécution de ces contrats aux PME-TPE et de revenir à deux critères, au lieu de trois aujourd'hui, pour justifier le recours à un tel contrat.](#)

Source : le Moniteur du 16/07/2014

Les partenariats public-privé : des "bombes à retardement" selon la commission des lois

[Au terme de dix-huit mois de travaux, la commission des lois dresse un bilan sans concessions des effets de ces contrats de partenariat.](#)

Source : sénat du 16/07/2014

Lutte contre le dumping social : tout candidat à un marché public devra justifier être assuré en décennale

[Outre les mesures visant à responsabiliser les donneurs d'ordre et les sous-traitants en cas de recours à un prestataire de services établi hors de France, la loi publiée au « Journal officiel » du 11 juillet concernant la concurrence sociale déloyale comporte une mesure imposant la preuve de l'assurance décennale dans les marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 15/07/2014

Urbanisme

Arnaud Montebourg prépare l'immobilier d'entreprise à la procédure intégrée

[Le ministre de l'Economie a présenté mercredi 16 juillet en conseil des ministres une ordonnance qui vise à réduire les délais d'instruction des grands projets d'immobilier d'entreprise, sans réduire le niveau des exigences environnementales à prendre en compte pour apprécier leur pertinence.](#)

Source : le Moniteur du 16/07/2014

Procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise

[Le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique a présenté une ordonnance relative à la procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise.](#)

Source : conseil des ministres du 16/07/2014

Logement intermédiaire : un projet de loi pour ratifier l'ordonnance

[La ministre du Logement, Sylvia Pinel, a présenté mercredi 16 juillet en Conseil des ministres un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire. Cette ordonnance, la septième et dernière adoptée dans le cadre de la loi d'habilitation du 1er juillet 2013, autorise le gouvernement à prendre des mesures législatives pour faciliter la réalisation d'opérations d'aménagement et accélérer la construction de logements.](#)

Source : le Moniteur du 16/07/2014

Environnement

Tarification incitative dans le domaine des déchets : un guide pratique pour les décideurs locaux

[L'Ademe et l'association d'élus Amorce viennent de publier un guide à l'attention des décideurs locaux qui souhaitent mettre en place un dispositif de tarification incitative pour la collecte des déchets sur leur territoire. 16 collectivités de toutes tailles engagées dans une démarche de ce type livrent leur témoignage.](#)

Source : localtis.info du 16/07/2014

La réforme des CEE étape par étape

Un projet de décret et un projet d'arrêté concernant la réforme du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) en vue de la 3e période (2015-2017) ont été examinés jeudi 10 juillet par le Conseil supérieur de l'énergie (CSE). Ces textes avaient déjà été présentés au secteur dans le cadre d'un comité de pilotage installé le 15 mai.

Source : le Moniteur du 15/07/2014

Collectivités territoriales

Les futures nouvelles régions pourraient fusionner... après la réforme territoriale

Le rapporteur à l'Assemblée du projet de loi sur la réforme territoriale, Carlos Da Silva (PS), a proposé dans un amendement que les nouvelles régions puissent fusionner après 2016. Objectif: résoudre des difficultés laissées en suspens, a-t-il indiqué mercredi 16 juillet.

Source : la gazette des communes du 16/07/2014

Les contrats de plan Etat-région (CPER) 2015-2020

La ministre du logement et de l'égalité des territoires a présenté une communication relative aux contrats de plan Etat-région (CPER) 2015-2020.

Source : conseil des ministres du 16/07/2014

Le décret « digues » qui va bouleverser le paysage local

La loi Maptam a créé une compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi) confiée au bloc local. Parmi les décrets qui viendront préciser les contours de cette nouvelle compétence, celui qui concerne les digues mises à disposition des EPCI est certainement le plus attendu, et il a fait l'objet de débats houleux. En exclusivité, les arbitrages qui devraient être retenus.

Source : la gazette des communes du 16/07/2014

Réforme territoriale : les députés PS s'accordent sur une nouvelle carte modifiée de 13 régions

En rattachant Poitou-Charentes à l'Aquitaine et au Limousin, les députés proposent une carte avec une région de moins que dans le projet originel du gouvernement. D'autres changements seraient opérés : la Picardie rejoindrait le Nord-Pas-de-Calais et non plus Champagne-Ardenne ; cette dernière s'associant finalement à « l'Alsace-Lorraine » déjà prévue par l'exécutif. Les débats en séance publique sont prévus du 15 au 18 juillet 2014.

Source : le courrier des maires du 15/07/2014

Transport

Financement des transports du Grand Paris : le gouvernement confirme ses engagements

Dans un communiqué publié mercredi 16 juillet, le Premier ministre, Manuel Valls dément « catégoriquement » des affirmations contenues dans un article du Monde intitulé « Le Grand Paris en panne de financement », mettant en doute selon lui « la détermination du gouvernement à financer le Grand Paris des transports ».

Source : le Moniteur du 16/07/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 25-2014 du 14 juillet 2014 p.1448, *La jurisprudence Béziers II s'applique à la caducité d'un contrat mais pas à sa non-reconduction (CAA Marseille 28 avril 2014 commune de Villeneuve-de-la-Raho, req. n° 11MA04538)*, conclusions d'Emilie Felmy

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 145 – juillet-août 2014 p.21, *Dossier – Opérations d'aménagement : quels régimes contractuels ?*

Rfda n° 3 mai-juin 2014 p.425, *De Martin à Bonhomme – Le nouveau recours des tiers contre le contrat administratif (CE 4 avril 2014 département de Tarn et Garonne, req. n° 358994)*, par Pierre Delvolvé

Rfda n° 3 mai-juin 2014 p.553, *Dossier - La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi n° 2014-366 du 24 mars 2014)*, sous la direction de Rozen Noguellou

Presse

Le Grand Paris en panne de financement

[Les élus franciliens craignent d'être privés des ressources de la surtaxe hôtelière pour réaliser le plan transports.](#)

Source : le Monde du 17/07/2014

Le nouveau découpage territorial suscite la colère de Martine Aubry

[Les députés PS proposent une carte de France, qui sera examinée cette semaine à l'Assemblée](#)

Source : le Monde du 17/07/2014

Le feuilleton de la nouvelle carte de France en trois épisodes

[Va pour 13 régions! Les députés PS, avec le soutien du Premier ministre, se sont finalement accordés mardi sur une nouvelle carte de France. Le fruit d'un compromis avec le gouvernement et l'Elysée qui optait au départ pour 14 régions.](#)

Source : le Parisien du 16/07/2014